

101.0. - HB/tl

16.5.1978

Entretien de M. l'Ambassadeur A. Weitnauer, Secrétaire Général du DPF, le 12.5.1978, à Stockholm

A. Avec M. Stig Brattström (remplace le Secrétaire Général adjoint du MAE M. Bengt Rabaeus, malade)

1. Intégration européenne

- a) Espagne: Wö. relève que la Suède est quelque peu déçue de l'attitude de l'Espagne lors des négociations avec l'AELE, ce pays refusant d'exclure de l'accord les pâtes à papier. La Suède est néanmoins déterminée à conclure cet accord le plus rapidement possible.
- b) Portugal: W. fait part de son inquiétude: ce pays quittera l'AELE. Il faudra continuer à six et renforcer la collaboration.
- c) Grèce: W., qui s'est entretenu la semaine passée avec M. Caramanlis, donne un compte-rendu de cette visite. La Grèce va conclure un accord avec la CEE en 1979. Les négociations des pays de l'AELE avec la Grèce devront avoir lieu à Bruxelles.
- d) Protectionnisme: W. et B. conviennent qu'il existe un réel danger de voir se former deux blocs: CEE et AELE. Le maintien du libre-échange parmi les 16 nations européennes pourrait être mis en question lors de la rencontre au Sommet cet été à Bonn. Les efforts doivent se concentrer à l'OCDE afin que le trade pledge soit reconduit lors de la prochaine rencontre ministérielle en juin à Paris.

W: M. l'Ambassadeur Weitnauer

B.: M. Stig Brattström, Directeur de la sous-direction pour les questions multilatérales du Secrétariat d'Etat au commerce extérieur

Wö: M. Wöhler, sous-directeur au Secrétariat d'Etat du commerce extérieur

L: M. l'Ambassadeur L. Leifland, Secrétaire Général du MAE

./.

- 2 -

2. Comité plénier de l'ONU

W. relève que l'un des aspects positifs du dialogue Nord-Sud est l'acceptation par les p.v.d. de négociations relatives au transfert de capitaux, un domaine dans lequel la Suisse peut jouer un rôle actif. Cette question devrait néanmoins être au préalable examinée à l'OCDE afin de déterminer une stratégie commune aux pays industrialisés.

B. estime que le temps presse et qu'il faut passer au stade des résolutions concrètes. Il prie W. de dire à M. l'Ambassadeur Jölles que la Suède est d'accord de traiter le problème des transferts des capitaux à l'OCDE et non de le remettre à l'ONU.

B. Avec M. l'Ambassadeur Leifland1. Conseil de l'Europe

L. signale que la Suède présentera un candidat pour le poste de Secrétaire général en la personne de son Ambassadeur à Londres, M. Olof Rydbeck. Ce dernier est soutenu entre autre par les pays scandinaves et la Grande-Bretagne.

2. Chine

L., qui s'y est rendu ce printemps, a été particulièrement frappé par l'obsession des dirigeants chinois face à l'URSS. Il a de plus retiré l'impression très nette que les relations avec le Vietnam sont tendues (Pékin soutient fermement le Cambodge.)

3. URSS

W. demande si les Suédois ont remarqué une récente offensive de charme des Soviétiques envers l'Europe occidentale, en particulier envers les pays neutres.

L., qui rentre de Moscou, estime que les relations officielles sont bonnes: Le Roi s'y rend en juin. En réalité,

./.

- 3 -

les rapports sont corrects tout au plus: Ce printemps M. Kosygin a traité à Helsinki les 5 pays nordiques comme des satellites. L. ajoute que l'URSS étant un pays limitrophe, la Suède doit faire face à de nombreux problèmes tels que ceux des réunions de familles, des réfugiés politiques etc. (une liste remise par L. concernant des cas concrets a été refusée par les Soviétiques). Il y a de plus le problème de la Finlande: L. a clairement dit en privé à ses interlocuteurs que son pays s'intéresse à la Finlande et qu'il se sent concerné par ce que l'URSS y fait.

- Création d'une zone dénucléarisée au nord de l'Europe: La proposition soumise à Stockholm par le Président Kekkonen au début de la semaine n'a pas été faite à l'instigation de l'URSS, estime L. Ce dernier pense par contre que Kekkonen a pris les devants afin d'éviter que l'URSS lui demande de la faire. La Suède, pour être polie, l'a acceptée en principe tout en l'assortissant d'une condition qu'elle sait être irréalisable soit que les autres pays nordiques se joignent à cette zone (le Danemark et la Norvège, pays de l'OTAN, ne peuvent en effet pas donner suite à une telle proposition).

4. Détente

W. et L. estiment tous deux que depuis l'accession de M. Carter à la Présidence des EU, les relations USA-URSS sont moins bonnes. L'une des conséquences est le rapprochement que cherche l'URSS avec l'Europe.

5. ONU

L. demande si le nouveau chef du DPF partage les mêmes avis que son prédécesseur en ce qui concerne une adhésion de la Suisse à l'ONU. W. répond que tel est en effet le cas non seulement à ce niveau, mais également à celui du Conseil fédéral.

6. Transfert de technologie (ce point a été traité à la demande des Suédois)

L. relève les difficultés que rencontrent les entreprises suédoises lorsqu'elles exportent, en particulier vers les pays de l'Est, des articles dans lesquels se trouvent inclus des éléments fabriqués à base de technologie provenant des EU.

./.

- 4 -

Ces éléments sont soit directement importés des EU soit fabriqués sur place sous licence. Dans le premier cas, les EU refusent l'autorisation de réexportation de ces éléments, dans le second cas, la situation est plus floue, mais des indices permettent de prévoir un prochain durcissement américain. W., tout en donnant connaissance de la manière dont est traité en Suisse ce problème, convient avec L. qu'une coordination entre nos deux pays serait, en ce domaine, utile.

7. Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient a été traitée au cours du lunch offert par L.